

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
LIMITEE

A/AC.138/SC.III/L.33  
16 mars 1973  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

COMITE DES UTILISATIONS PACIFIQUES DU FOND  
DES MERS ET DES OCEANS AU-DELA DES  
LIMITES DE LA JURIDICTION NATIONALE  
SOUS-COMITE III

Malte : projet d'articles sur la préservation du milieu marin (y compris  
la prévention de la pollution)

Note : L'avant-projet d'articles proposé ici doit simplement servir de base de discussion, et ne reflète pas nécessairement les vues définitives du Gouvernement maltais.

Il n'est pas proposé de préambule, puisque celui-ci dépendra de la teneur des articles qui seront approuvés par le Comité.

Article premier

Définitions

1. L'expression "milieu marin" désigne la surface de la mer, l'espace aérien sus-jacent, la colonne d'eau et le fond de la mer au-delà de la laisse de haute mer, y compris les organismes vivants qui s'y trouvent ou en sont tributaires.

2. L'expression "espace marin" désigne la surface de la mer, la colonne d'eau et le fond de la mer au-delà des eaux intérieures.

3. L'expression "conservation du milieu marin" s'entend de l'ensemble des mesures - nationales et internationales - qui permettent le maintien de la qualité du milieu marin à tous égards et la préservation de son équilibre écologique 1/.

---

1/ Le terme conservation a été préféré au terme préservation. La notion de conservation implique qu'il est possible, dans certaines limites, de mettre en valeur les ressources du milieu marin sans l'altérer sensiblement.

4. Par "pollution du milieu marin" on entend l'introduction par l'homme dans ce milieu (y compris les estuaires), directement ou indirectement, de substances ou d'énergie qui ont des effets nocifs, par exemple qui causent des dommages aux ressources biologiques, mettent en danger la santé de l'homme, entravent les activités exercées en mer (y compris la pêche), altèrent les propriétés utilisables de l'eau de mer ou réduisent l'agrément de la mer.

## Article 2

### Dispositions générales

1. Considérant que le milieu marin constitue un complexe de systèmes écologiques étroitement interdépendants indispensable à la vie et qu'il est de l'intérêt commun de tous les Etats d'en maintenir la qualité, les Etats, qu'ils soient ou non parties à la présente Convention, ont l'obligation :

a) De ne pas employer les moyens techniques dont ils disposent d'une manière qui puisse modifier sensiblement l'état naturel du milieu marin au-delà des limites de leur juridiction sans obtenir le consentement de la communauté internationale conformément aux dispositions de la présente Convention;

b) De prendre des mesures efficaces en vue de prévenir toute pollution du milieu marin au-delà des limites de leur juridiction que pourrait causer une activité quelconque exercée par l'homme sur leur territoire, dans leurs eaux intérieures ou dans l'espace aérien sus-jacent;

c) De prendre et d'appliquer toutes les mesures réglementaires raisonnables en vue de faire cesser dans le milieu marin relevant de leur juridiction toute pollution qui pourrait porter préjudice aux intérêts d'autres Etats ou de la communauté internationale;

d) De prendre des mesures réglementaires raisonnables en vue d'éviter que leurs ressortissants, des bâtiments battant leur pavillon ou des activités s'exerçant sous leur patronage ne causent, dans le milieu marin, une pollution qui porte préjudice aux intérêts d'autres Etats ou de la communauté internationale;

e) De coopérer avec les institutions internationales compétentes afin d'adopter et d'appliquer des normes et des règlements internationaux visant à prévenir la pollution dans le milieu marin au-delà des limites de la juridiction nationale.

2. L'inobservation des obligations énoncées aux alinéas a), b), c) et d) engage la responsabilité juridique du contrevenant s'il en est résulté un préjudice sensible aux intérêts d'autres Etats ou de la communauté internationale.

3. L'organe compétent des Institutions internationales de l'espace marin peut saisir la Cour maritime internationale, pour décision et pour détermination des dommages, de tout fait ayant entraîné une modification sensible de l'état naturel du milieu marin ou causé une pollution notable dans l'espace marin situé au-delà des limites de la juridiction nationale.

### Article 3

#### Espace marin relevant de la juridiction nationale

1. Les bâtiments étrangers qui passent dans l'espace marin relevant de la juridiction nationale doivent se conformer aux lois et règlements raisonnables et non discriminatoires édictés par l'Etat riverain en conformité avec les présents articles et les autres règles du droit international et, en particulier, aux lois et règlements concernant les transports, la navigation et la prévention de la pollution.

2. L'Etat riverain ne doit pas, normalement, exercer ses prérogatives touchant la lutte contre la pollution d'une manière qui entrave ou empêche le passage des bâtiments dans l'espace marin relevant de la juridiction nationale.

3. Tout différend concernant le caractère raisonnable des lois et règlements édictés par l'Etat riverain est arbitré ou réglé par la Cour maritime internationale.

### Article 4

Si une zone étendue est exposée à un danger imminent de pollution grave, ou si elle est menacée de pollution grave, l'Etat riverain peut prendre, au-delà des limites de sa juridiction, toute mesure nécessaire pour prévenir, atténuer ou supprimer ce danger, après en avoir avisé les institutions internationales compétentes.

### Article 5

1. Tout Etat riverain a l'obligation de prendre et d'imposer dans l'espace marin relevant de sa juridiction des précautions spéciales lors de la construction, de la mise en place et de l'entretien de pipe-lines, de réacteurs nucléaires, d'installations industrielles et d'installations contenant des matières radioactives, du pétrole ou d'autres substances qui peuvent avoir des effets nocifs graves sur la santé de l'homme ainsi que sur les ressources biologiques ou la qualité du milieu marin. Toute installation de ce genre doit être conforme aux normes internationales en vigueur. De telles installations ne doivent pas être construites dans les zones où se produisent fréquemment des phénomènes naturels destructeurs qui pourraient les endommager gravement.

2. L'inobservation des obligations énoncées au paragraphe précédent peut être portée à l'attention des Institutions internationales de l'espace marin par toute partie contractante. Le contrevenant est juridiquement responsable des dommages, tels qu'ils sont déterminés par la Cour maritime internationale, lorsque l'inobservation des précautions particulières mentionnées au paragraphe précédent cause un préjudice important aux intérêts d'autres Etats ou de la communauté internationale.

## Article 6

### Espace marin situé au-delà des limites de la juridiction nationale

1. L'introduction de substances solides, liquides ou gazeuses ou d'énergie dans l'espace marin situé au-delà des limites de la juridiction nationale ou dans l'espace aérien sus-jacent, aux fins d'évacuation ou à toute autre fin, en des quantités telles que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il en résulte des conséquences nocives graves pour la santé de l'homme, pour les ressources biologiques ou pour la qualité du milieu marin, est soumise au contrôle et à la réglementation des Institutions établies conformément à l'article ... de la présente Convention.

2. Il est interdit de procéder, dans l'espace marin situé au-delà des limites de la juridiction nationale, à des explosions nucléaires ou thermonucléaires de quelque nature que ce soit sans l'autorisation expresse des Institutions établies conformément à l'article ... de la présente Convention.

3. L'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques dans l'espace marin situé au-delà des limites de la juridiction nationale, y compris les méthodes de fusion de l'hydrogène, est soumise au contrôle et à la réglementation des Institutions établies conformément à l'article ... de la présente Convention. Avant d'édicter des règlements, lesdites Institutions doivent consulter l'Agence internationale de l'énergie atomique.

4. L'entreposage ou l'évacuation de déchets radioactifs dans l'espace marin situé au-delà des limites de la juridiction nationale sont soumis au contrôle et à la réglementation des Institutions établies conformément à l'article ... de la présente Convention. Avant d'édicter des règlements, lesdites Institutions doivent consulter l'Agence internationale de l'énergie atomique.

5. Les Institutions établies conformément à l'article ... de la présente Convention tiennent, en coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, un registre des rejets de substances radioactives solides et liquides dans l'espace marin situé au-delà des limites de la juridiction nationale. Toute partie contractante a accès à ce registre.

6. Les Institutions, en coopération avec les parties contractantes, surveillent l'état de pollution de l'espace marin et s'efforcent de déterminer les effets, dans le milieu marin, de substances potentiellement polluantes ou nocives.

#### Article 7

##### Institutions internationales de l'espace marin (Création, personnalité, etc.)

Les buts des Institutions internationales de l'espace marin sont les suivants :

...

Préserver, dans l'intérêt de l'humanité tout entière, la qualité du milieu marin pour pouvoir le transmettre intact aux générations futures;

...

#### Article 8

##### Conservation du milieu marin

1. Les Institutions peuvent accepter que tout Etat leur transfère l'administration de rochers, récifs, hauts fonds découvrants ou îles ayant moins de 10 000 habitants permanents.

2. Les Institutions sont tenues de prendre, autant que faire se peut, des mesures strictes et efficaces en vue de la conservation de la faune, de la flore et de l'environnement marin des rochers, récifs, hauts fonds découvrants et îles dont l'administration leur a été transférée.

3. Les Institutions utilisent les rochers, récifs, hauts fonds découvrants ou îles dont l'administration leur a été transférée exclusivement à des fins intéressant la communauté internationale, par exemple comme parcs ou réserves naturels, parcs maritimes, stations scientifiques, etc.

4. Les Institutions n'acceptent pas que l'administration d'îles habitées leur soit transférée sans une consultation permettant aux habitants d'exprimer librement leurs vœux et sans s'être assurées qu'il n'existe parmi les habitants aucune opposition sérieuse au transfert d'administration.

5. Les Institutions n'acceptent pas que l'administration d'îles habitées leur soit transférée lorsque ce transfert risque de leur imposer des charges financières élevées ou de susciter un différend politique entre les Institutions et l'un de leurs membres.

/...

Article 9

Assemblée

(Procédure, fonctions et pouvoirs)

L'Assemblée approuve les normes et les règles de caractère général et non discriminatoire qui peuvent être recommandées par le Conseil au sujet de la conservation du milieu marin et de la prévention de la pollution.

(Vote, etc.)

Article 10

Conseil

(Composition et procédure)

Fonctions et pouvoirs

1. Afin d'assurer l'action rapide et efficace des Institutions, les membres confèrent au Conseil la responsabilité principale de ... l'intégrité écologique de l'espace marin situé au-delà des limites de la juridiction nationale...

2. Le Conseil examine et soumet à l'Assemblée, avec ses recommandations, les normes et règles de caractère général et non discriminatoire, conformément aux dispositions de la présente Convention, concernant la conservation du milieu marin et la prévention de la pollution, qu'il juge nécessaires pour assurer la bonne exploitation et l'intégrité écologique du milieu marin au-delà des limites de la juridiction nationale.

3. Les normes et règles mentionnées au paragraphe précédent deviendront obligatoires pour tous les usagers de l'espace marin situé au-delà des limites de la juridiction nationale deux ans après leur adoption par l'Assemblée.

4. Toute infraction aux règles mentionnées au paragraphe 2 engage la responsabilité juridique de son auteur lorsqu'il en résulte un préjudice aux droits et intérêts d'autrui. Ceux qui persistent à enfreindre ces règles peuvent se voir interdire d'utiliser l'espace marin au-delà des limites de la juridiction nationale.

Article 11

Maintien de l'intégrité écologique de l'espace  
marin au-delà des limites de la juridiction  
nationale

Le Conseil, ou un organe désigné par le Conseil, peut enquêter sur tout événement ou sur toute situation, pratique ou action qui pourrait entraîner une

/...

modification sensible et importante de l'équilibre naturel du milieu marin ou qui pourrait nuire gravement à l'intégrité écologique de l'espace marin au-delà des limites de la juridiction nationale.

#### Article 12

1. Si le Conseil constate qu'un événement, une situation, une pratique ou une action quelconque met en danger l'équilibre naturel du milieu marin ou porte atteinte à l'intégrité écologique de l'espace marin au-delà des limites de la juridiction nationale, le Conseil, ou l'organe désigné par lui, rédige et publie un rapport contenant un exposé des faits.

2. Si l'événement, la situation, la pratique ou l'action visé au paragraphe 1 s'est produit dans l'espace marin national, le Conseil adresse à l'Etat riverain ou aux Etats riverains intéressés, sur la base d'avis scientifiques autorisés, les recommandations qui peuvent paraître nécessaires.

3. Si l'événement, la situation, la pratique ou l'action visé au paragraphe 1 s'est produit dans l'espace marin au-delà des limites de la juridiction nationale, le Conseil prend, dans les limites de ses pouvoirs, toute mesure qu'il juge nécessaire ou souhaitable. Il peut notamment, à ce titre, contrôler le milieu marin, consigner dans des registres les rejets de substances ou d'énergie nocives, réglementer les pratiques ou techniques dangereuses et interdire ou subordonner à la délivrance d'un permis l'évacuation de substances nocives dans l'espace marin situé au-delà des limites de la juridiction nationale.

#### Article 13

Si des parties importantes de l'espace marin situé au-delà des limites de la juridiction nationale sont exposées à un danger imminent de contamination grave, le Conseil, après avoir pris l'avis de spécialistes, peut proclamer un état de crise écologique régionale ou mondiale.

#### Article 14

1. Lorsque l'état de crise écologique régionale ou mondiale a été proclamé, les Etats de la région intéressée ou tous les Etats du monde, selon le cas, qu'ils soient ou non membres des Institutions, doivent prendre sans délai, en vue de protéger l'écologie de l'espace marin, toutes mesures qui peuvent être prescrites par le Conseil ou par l'organe désigné par le Conseil à cet effet.

2. Si besoin est, le Conseil assure l'observation de ses directives en prenant l'une quelconque des mesures mentionnées aux articles ... et ... 2/.

#### Article 15

La Cour maritime internationale est l'organe judiciaire principal des Institutions internationales de l'espace marin.

#### Article 16

La compétence de la Cour maritime internationale s'étend aux personnes physiques et morales, à l'exclusion des Etats, en ce qui concerne les affaires se rapportant à l'espace marin situé au-delà des limites de la juridiction nationale.

#### Article 17

Tout membre ou membre associé des Institutions peut demander à la Cour un avis consultatif sur le caractère raisonnable ou non discriminatoire des lois et règlements visés aux articles 3 et 10.

#### Article 18

##### Commission scientifique et technique

Il est créé une commission scientifique et technique. Celle-ci est l'organe scientifique consultatif principal des Institutions.

(Composition, vote, relations avec l'ONU et avec d'autres organes, etc.)

#### Article 19

1. La Commission scientifique et technique encourage, grâce à une action concertée des membres et des membres associés des Institutions, la conservation du milieu marin, les enquêtes scientifiques s'y rapportant et la mise au point de techniques en vue de l'exploration de l'espace marin et de ses ressources et de l'utilisation pacifique de cet espace par l'homme.

2. La Commission diffuse aussi largement que possible les connaissances relatives aux questions visées au paragraphe 1 et elle encourage le transfert effectif des techniques qui s'y rapportent.

---

2/ On considère que l'emploi imprudent de certaines techniques déjà appliquées ou que l'on envisage d'appliquer pourrait avoir des conséquences suffisamment graves pour nécessiter la coopération des Etats, qu'ils soient ou non membres des Institutions.



3. La Commission fait des recommandations au Conseil au sujet de la conservation du milieu marin et établit le cas échéant des normes internationales, des projets de règlements ou des projets de conventions sur cette question.

4. La Commission donne des avis au Conseil quant à la proclamation d'un état de crise écologique régionale ou mondiale dans l'espace marin et en ce qui concerne les demandes adressées par les Etats conformément à l'alinéa a) de l'article 2 de la présente Convention.

5. La Commission peut, s'ils le demandent, conseiller les membres ou les membres associés des Institutions au sujet des mesures nécessaires pour mettre fin à la pollution de l'espace marin relevant de la juridiction nationale.

6. La Commission conseille la Commission de la gestion et de la mise en valeur des mers et des océans au sujet des aspects scientifiques, écologiques et techniques de l'octroi de permis pour l'exploitation des ressources naturelles de l'espace marin international et de l'exploration des ressources non biologiques qu'il recèle.

7. La Commission de la gestion et de la mise en valeur des mers et des océans consulte la Commission scientifique et technique sur toutes les questions qui sont de la compétence de cette dernière et en particulier sur les aspects scientifiques des questions visées aux articles ... de la présente Convention. La Commission conseille le Secrétaire général pour l'administration des stations scientifiques et des parcs ou réserves naturels.

8. La Commission établit et soumet au Conseil, pour examen, des projets de normes et de règlements techniques, sociaux ou relatifs à la sécurité pour les bâtiments, les installations fixes ou les dispositifs placés sur le fond de l'espace marin au-delà des limites de la juridiction nationale, ou qui flottent dans cet espace ou qui le traversent.

...

#### Article 20

La Commission présente tous les deux ans à l'Assemblée et périodiquement au Conseil un rapport sur ses activités.

#### Article 21

Des arrangements ou accords régionaux, conformes dans l'ensemble aux normes et règlements internationaux qui auront pu être établis, peuvent être conclus à tout moment par les Etats directement intéressés.

-----